**Service économique de Riyad**

Riyad, le 7 décembre 2023

|  |
| --- |
| Arabie saoudite - Adoption du budget de 2024 |

Le budget saoudien 2024 retient une hypothèse de croissance de 4,4%. Le montant total de **recettes attendues est de 312,5 Md$,** en hausse de 3,7% par rapport au montant espéré pour 2023. Le montant attendu des recettes pétrolières n’a pas été rendu public, pour la quatrième année consécutive. Le montant total des **dépenses** **programmées est de 333,6 Md$,** en hausse de 12,3% par rapport au budget précédent. Le budget saoudien 2024 présente un **déficit budgétaire à -21 Md$** (1,9% du PIB), après un déficit estimé à 22 Md$ en 2023 (2% du PIB). Pour 2024, la **dette publique augmente, mais demeure contenue à 294 Md$, soit 25,9% du PIB**, contre 24,8% estimé en 2023.

**Le budget 2024 retient un scénario de croissance à +4,4%,** principalement tirée par les activités hors-pétrolières. Cette prévision de croissance est supérieure à celle du FMI (+4%, *WEO, Octobre 2023*). **La prévision d’inflation en 2024 est de +2,2%** (+2,6% pour l’estimation 2023).

1. **Le budget saoudien 2024 retient une hypothèse de croissance de 4,4%**

**Pour 2023, le ministère des Finances saoudien estime la croissance à +0,03%,** contre une prévision du FMI de +0,8%, du fait de la baisse choisie des niveaux de production de pétrole dans un contexte de prix en recul par rapport à 2022. En effet, l’Arabie saoudite a diminué de près de 7% sa production de pétrole entre janvier et septembre 2023, atteignant une moyenne de 9,8 millions de barils par jour, soit une baisse de 0,7 mbj par rapport à 2022.

**Le budget 2024 prévoit un montant total de recettes de 312,5 Md$**, en hausse de 3,7% par rapport au montant budgété en 2023 mais en baisse de -1,8% par rapport à l’exécution estimée (318 Md$).

**2. Les recettes sont attendues en hausse de 4% à 312,5 Md$. Le montant anticipé des recettes pétrolières n’a pas été rendu public pour la 4ème année consécutive**

**Les impôts et taxes, 31% du total des recettes, sont programmés à 96 Md$, en hausse de 12%** par rapport au montant budgété en 2023. Les recettes de TVA escomptées en 2024 (74,4 Md$) devraient représenter 77% du total du poste impôts et taxes.

**Pour la 4ème année consécutive, le MoF n’a pas communiqué le montant attendu des recettes pétrolières pour 2024.** **Les « autres recettes »[[1]](#footnote-1) devraient augmenter de 0,5% par rapport au montant budgété en 2023**, pour atteindre 216,5 Md$, soit 69% du total des recettes, mais diminuer de 3,5% par rapport à l’exécution estimé 2023. **Le gouvernement saoudien a préféré adopter un scénario plutôt conservateur lors de l'élaboration des estimations de recettes dans ce budget, prenant en compte les développements internationaux et l'état d'incertitude concernant la situation géopolitique actuelle.**

**3. Les dépenses sont prévues en hausse de 12,3% par rapport au budget précédent, mais en baisse de -1,9% par rapport à l’exécution budgétaire 2023**

**Le budget 2024 prévoit 333,6 Md$ de dépenses,** soit une nette hausse de 12,3% par rapport au budget précédent initialement prévu. Cette prévision s’inscrit cependant en une légère diminution de -1,9% par rapport à l’exécution budgétaire estimée pour 2023 (340 Md$).

**Les dépenses de fonctionnement (283 Md$) représentent 85% du total des dépenses**, en hausse de 11% par rapport au budget 2023. **Les salaires de la fonction publique représenteraient 51% du total des dépenses** en 2024, après 54% au budget de 2023. Ces dépenses (137 Mds USD) sont légèrement supérieures à la prévision inscrite dans le budget 2022 (133 Mds USD) et son exécution (134 Mds USD).

**Les dépenses d’investissement (50,4 Md$) représentent 15% du total des dépenses,** en diminution de 7,1% par rapport à 2023. Cette diminution n’est cependant pas représentative d’une diminution de la volonté d’implémenter les projets de la Vision 2030 par des financements publics : le *Public Investment Fund* (PIF) et le *National Development Fund* continueront d’apporter, massivement, en relais aux financements du budget de l’Etat, un important soutien financier pour la réalisation de ces mégaprojets, bien qu’ils n’apparaissent pas ici.

**Sectoriellement, la défense est le premier poste de dépenses avec 21,5% du total** (71,7 Md$), en hausse de 8,5% par rapport à l’exécution budgétaire anticipée pour 2023, suivi par la **santé/services sociaux et par l’éducation** **représentant respectivement 17,1% et 15,6%** du total, mais en repli respectif de 14,5 et 3,3%.

**4. Le budget 2024 de l’Etat saoudien présente un déficit de 1,9% du PIB, et une dette publique en hausse à 294 Mds USD, soit 25,9% du PIB**

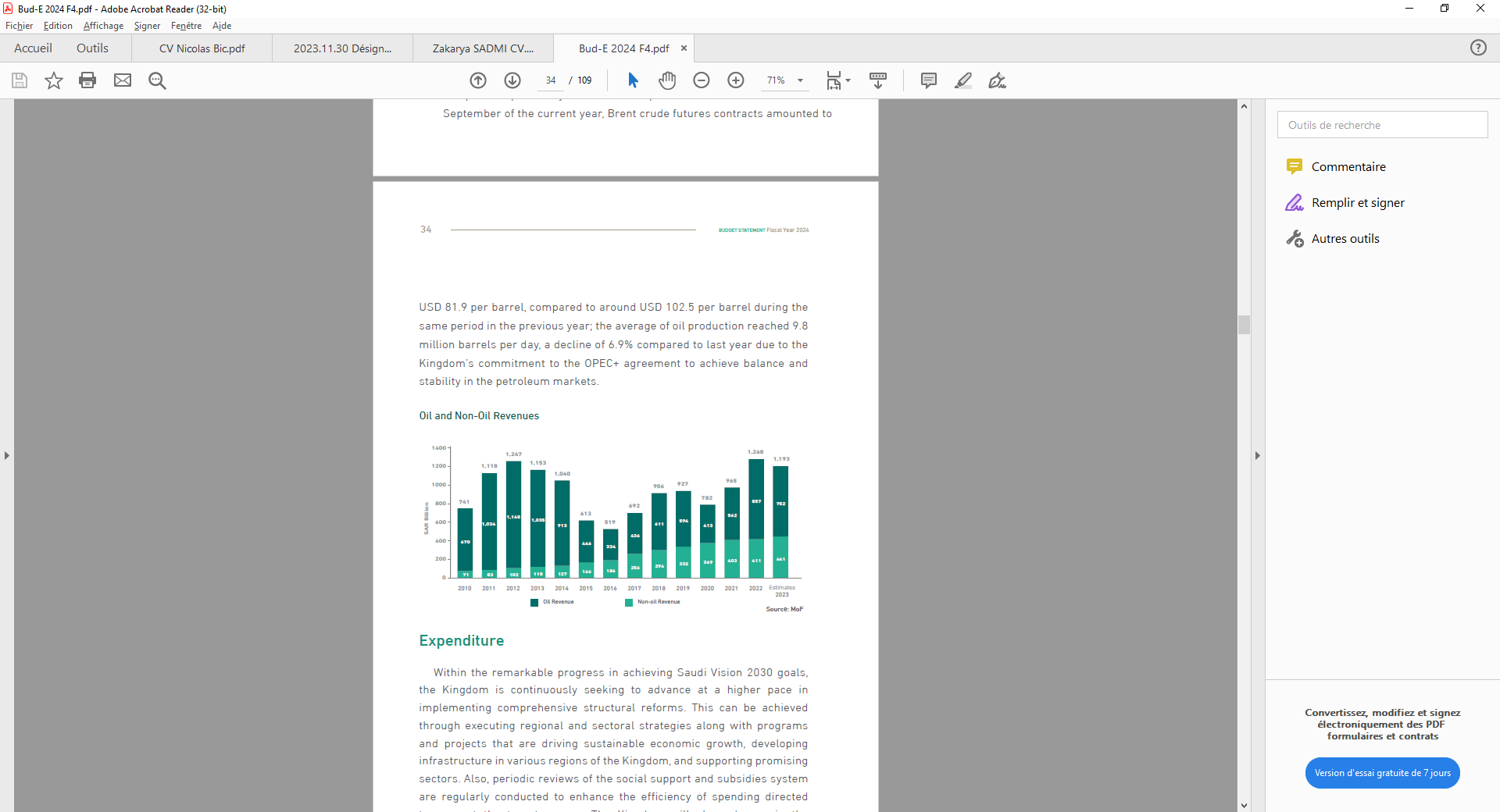
**Le déficit budgétaire 2024 est attendu à -21 Md$,** (1,9% du PIB), après un déficit estimé à 22 Md$ en 2023 (2% du PIB). Les scénarios pour 2025 et 2026 prévoient encore des déficits, respectivement 19,5 et 29 Md$ (-1,6% et -2,3% du PIB), en cohérence avec une stratégie de diversification et lissage des aléas, les prix du pétrole pouvant être considérés comme en période basse, ce qui justifie une augmentation de l’endettement, qui demeure toutefois largement contenu.

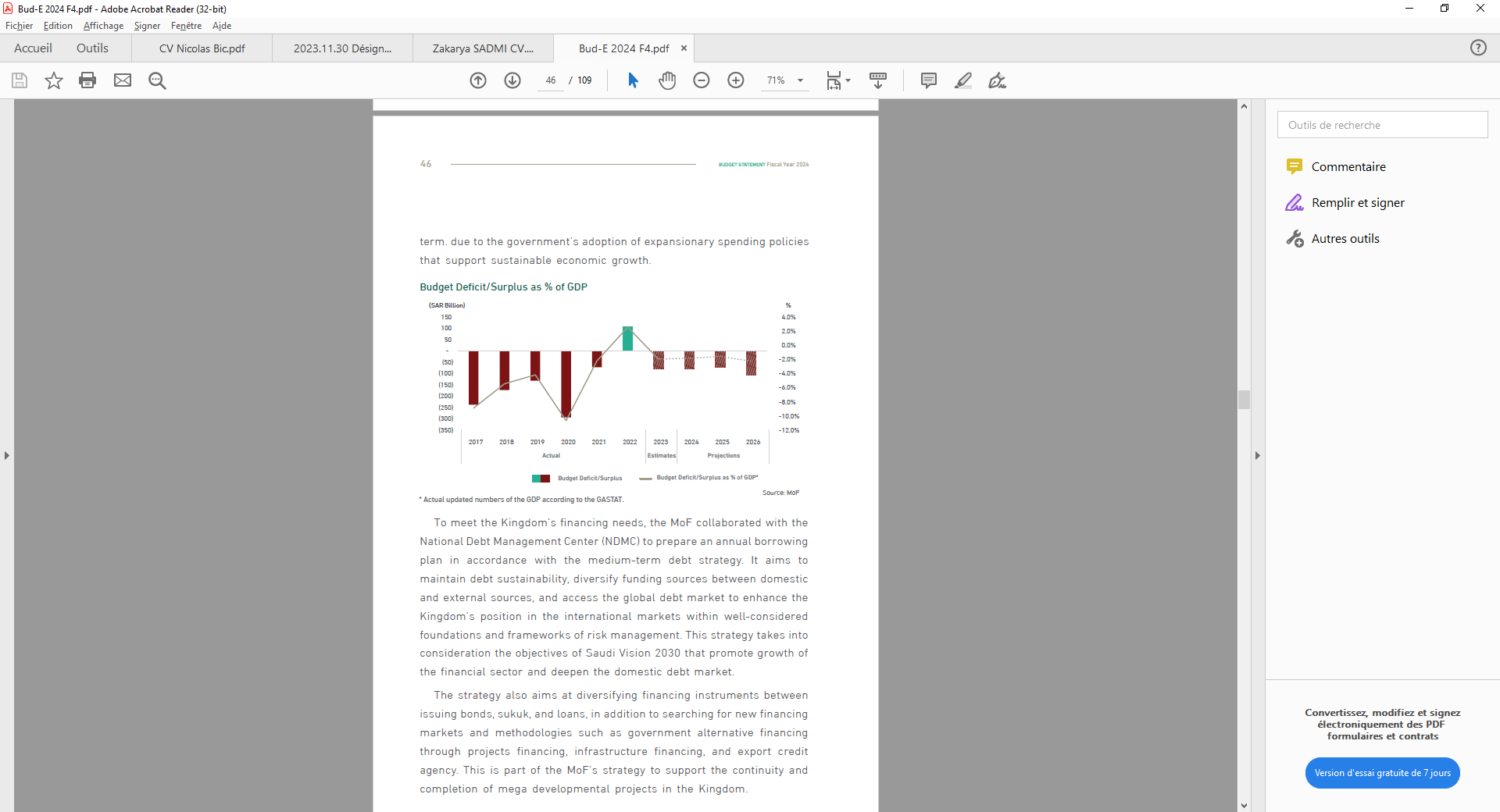
Selon le FMI, **l’équilibre budgétaire l’Arabie saoudite pour 2023 est atteint avec un baril à 80,9 USD.**

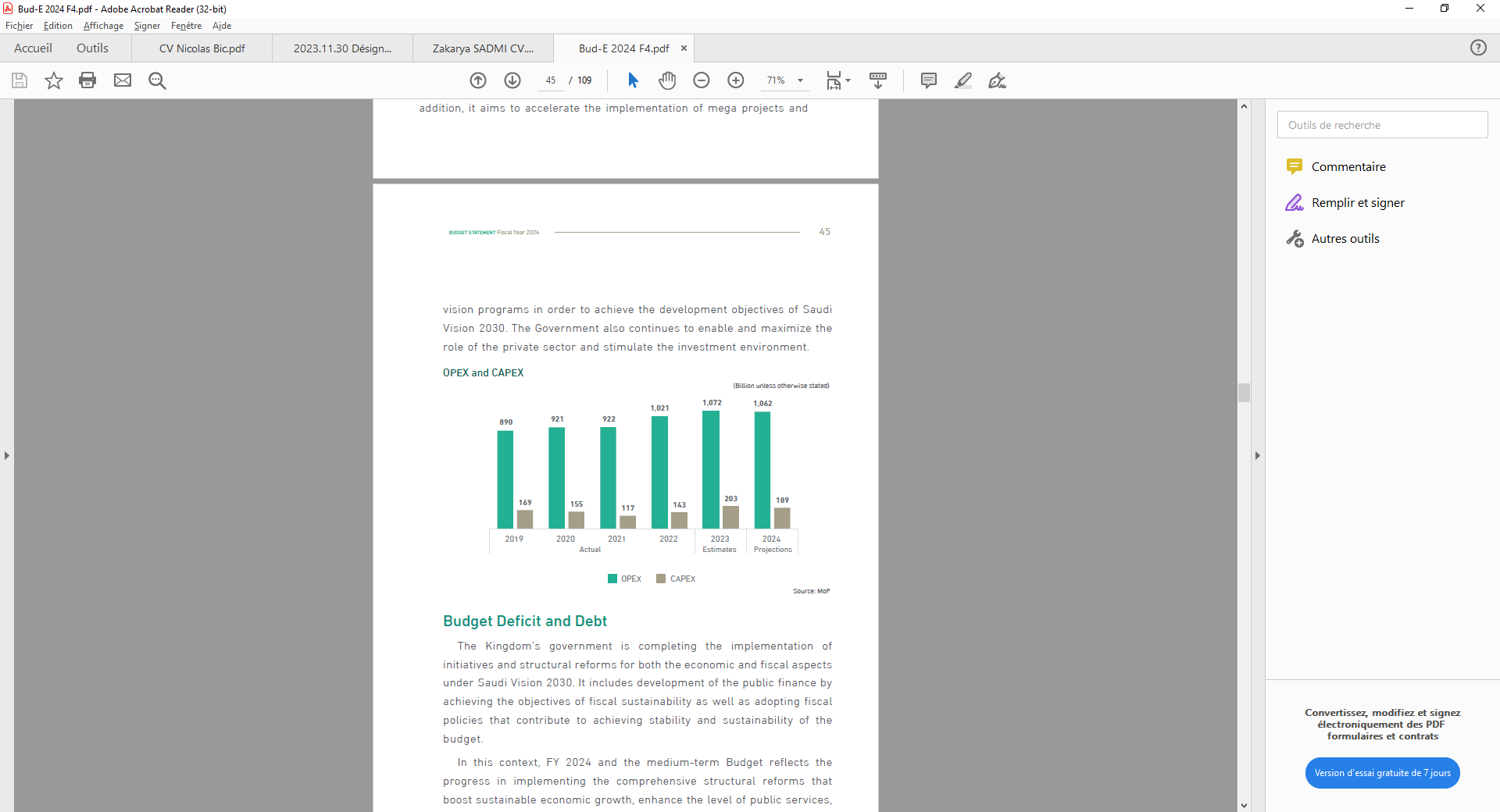
**Le budget de 2024 prévoit** **un stock de dette de 294 Md$ fin 2024, soit 25,9% du PIB**, contre 24,6% programmé au budget 2023 et 24,8% estimé cette même année. La politique budgétaire saoudienne vise à maintenir une viabilité en maintenant les réserves de l'État à des niveaux sûrs : 105 Md$ détenus par la Banque centrale saoudienne actuellement.

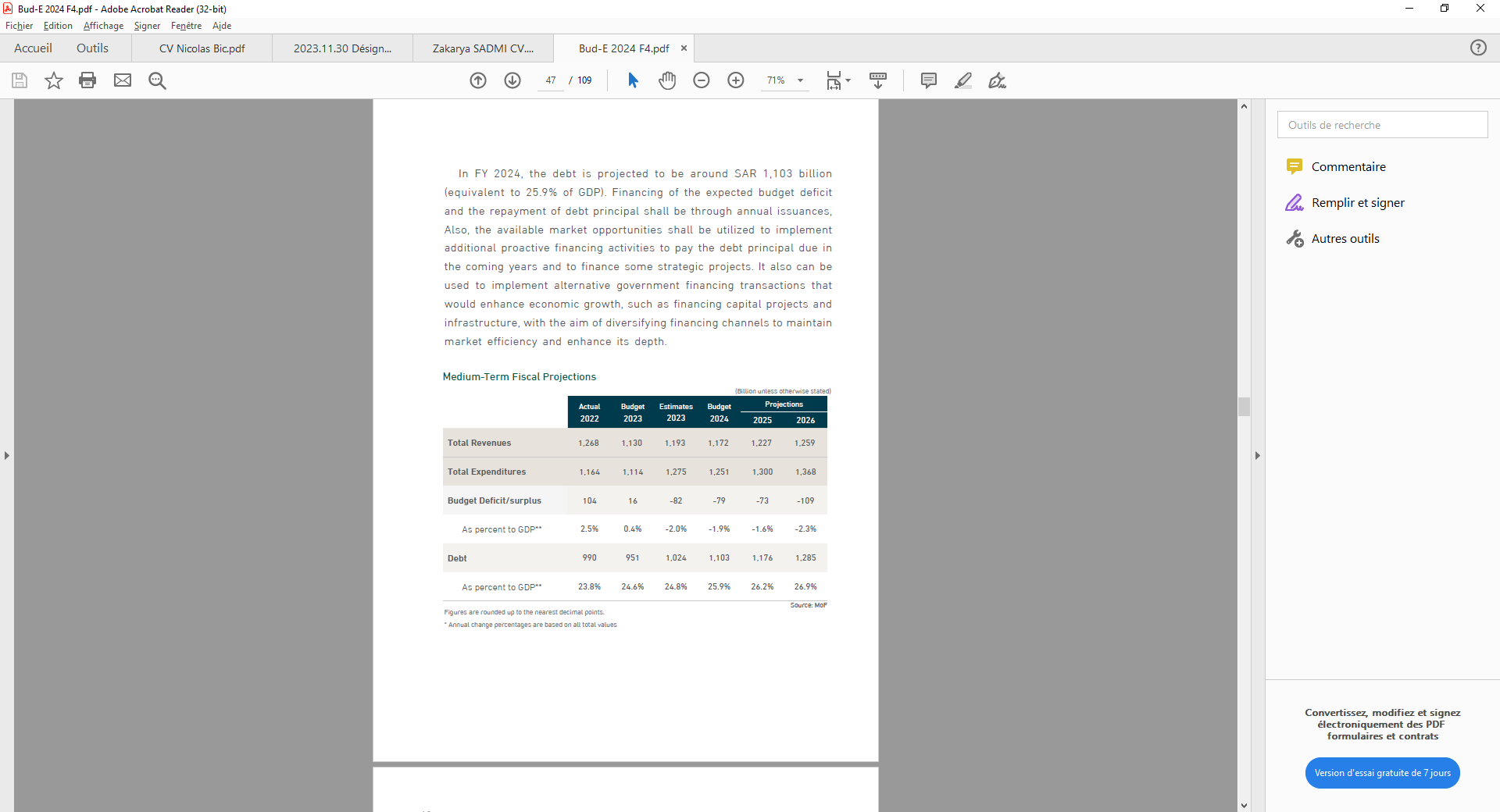
Annexes – Tableaux principaux

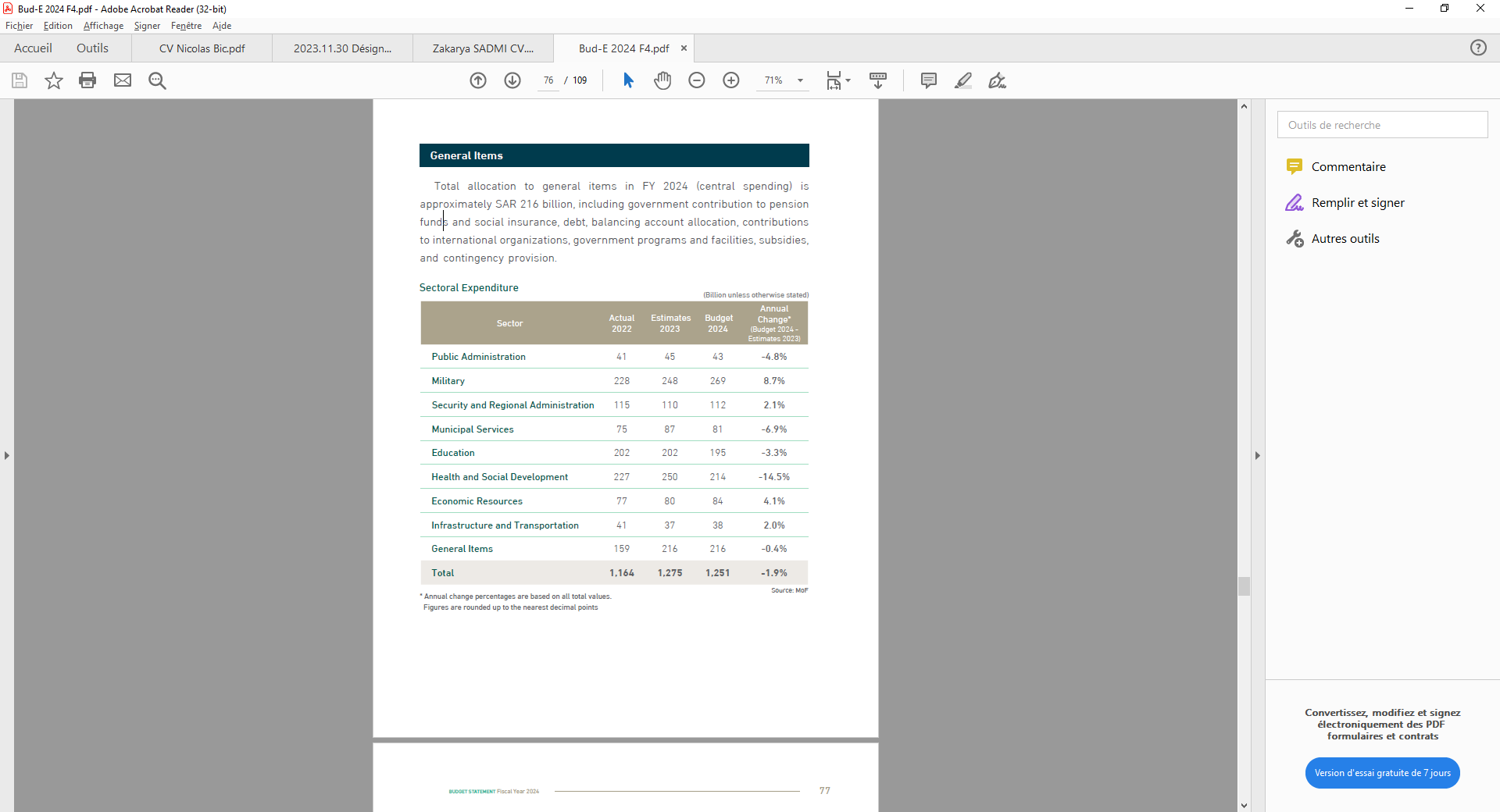
(En SAR ici – USD dans le texte)











1. Les recettes pétrolières sont intégrées dans la catégorie « autres revenus », qui comprend les profits du gouvernement sur ses investissements, les revenus pétroliers, les ventes de biens et services et le recouvrement des amendes et pénalités. Cette présentation ne permet pas de déterminer l’hypothèse de prix du baril annuel moyen retenue pour l’établissement du budget, mais le FMI estime un prix d’équilibre autour de 80/85 $ le baril. [↑](#footnote-ref-1)